

tefois nous commencerons par établir deux faits: 1.°, c'est que nous ne saurions confondre les actes avec les opinions, bien que les actes dérivent des opinions.—2.°, c'est que, dès les premiers jours de son installation au pouvoir, le gouvernement émané du plan de Tacubaya a professé systématiquement la tolérance pour les opinions politiques, au point de se faire accuser de faiblesse par ses ennemis. Nous ajouterons qu'on ne trouve l'intolérance politique que dans les rangs des rebelles; car non seulement ils ne tolèrent pas que la nation se gouverne selon sa volonté, mais il traitent en ennemis quiconque ne professe pas et ne pratique pas le communisme effronté auquel on donne ici le nom de liberté. La tolérance politique fait grandement faute dans le parti que nous venons de nommer et notre pays gagnerait beaucoup à voir ce parti adopter, à cet égard, les vues de la Grande Bretagne."

Puis après ces circonlocutions destinées à amortir, autant que possible l'effet de ses dernières paroles, le journal religieux terminait en ces termes:

"Mais si ce que Lord Russell propose sous le nom de tolérance religieuse est l'introduction de plusieurs cultes; si pareille proposition est faite de bonne foi, il faut convenir que si au Mexique nous avons perdu la tête au milieu des terribles commotions de nos discordes intestines, nos conseillers officieux n'ont pas l'entendement plus clair. En effet, cette proposition n'implique rien moins que la destruction de la seule unité qui existe dans notre pays, l'unité religieuse, dernier élément vital qui lutte contre la dissolution de la société mexicaine attaquée en même temps au dehors et au dedans par ses ennemis."

En parlant ainsi, la *Sociedad* oubliait, bien innocemment sans doute, mais enfin elle oubliait ces paroles de Lactance: *La religion forcée n'est plus la religion: il faut convaincre et non obliger, car la religion ne se commande pas*¹. De même en rejetant sur ses adversaires le reproche d'intolérance politique, elle oubliait encore que tous les chefs de son parti Márquez, Miramon, Cobos, Osollo, &c,

1 Lactance, "Institutions Divines."

avaient été prisonniers des libéraux qui leur avaient généreusement pardonné, tandis que les deux premiers s'étaient souillés une année auparavant par les assassinats commis à Tacubaya et par les horribles boucheries qui avaient suivi chacun des avantages remportés par eux sur les forces constitutionnelles à peine armées de cette époque. Mais qu'étaient de pareils oublis pour le doux organe des sacristies de Mexico?—De simples péchés véniels, bien véniels, tout au plus, dont son directeur l'évêque Munguía, lui avait à l'avance donné l'absolution, et qui ne valaient certainement pas le peine qu'on s'y arrêtât un instant. Nous ferons comme lui et nous allons passer aux événements qui suivirent l'arrivée de cette dépêche et de l'offre qui y était contenu.

Cette dépêche, datée, avons-nous dit, du 26 janvier 1858, arriva au Mexique sur la fin du mois de février et ne fut connue à Mexico que dans les premiers jours du mois de mars suivant; c'est-à-dire, quand M. Miramon, parti depuis le 8 février précédent pour la seconde campagne de Veracruz, était déjà arrivé sous les murs de cette place.

Elle fut donc envoyée à M. Aldham, commandant de la corvette de guerre anglaise *Valorous*, ancrée à Sacrificios, pour être communiquée par lui aux deux gouvernements et reçut une première réponse directe de M. Miramon, datée de Medellin, le 2 mars, dans la quelle il présentait comme base d'armistice les propositions suivantes qui avaient évidemment pour but, non seulement d'obliger les défenseurs de la constitution à reconnaître implicitement le plan de Tacubaya en traitant d'égal à égal avec lui, mais à légitimer, si cela était possible, l'insurrection, en contraignant le gouvernement constitutionnel à passer sous ses fourches.

"Art. 1er. Il sera ouvert, entre les forces commandées par M. Miramon, et celles du gouvernement de Veracruz des négociations qui auront pour but de procurer un armistice entre les deux partis, sur tout le territoire de la République, et de convenir, pendant le durée de cet armistice, des moyens d'y rétablir la paix.

"Art 2.° On insistera pour que dans ces négociations, les représentants des grandes puissances telles que l'Angleterre, la France,

l'Espagne, la Prusse et les Etats-Unis d'Amérique interviennent à titre de médiateurs amiables.

Art. 3.^o Les conditions de cet armistice une fois arrêtées et ratifiées par les deux gouvernemens, les partis belligérans suspendront les hostilités sur tout le territoire de la République; et M. Miramon, en particulier, suspendra les siennes contre la place de Veraacruz.

“Art. 4.^o Les deux gouvernemens s'engagent réciproquement à ne célébrer à l'avenir aucun traité comme à ne ratifier aucun de ceux qui aiaient été célébrés dans le passé, sans le consentement l'un de l'autre. Néanmoins les traités dont la ratification a déjà été communiquée officiellement à celui des deux gouvernemens qui les a conclus ne sont pas sujets à cette prescription, non plus que ceux qui n'ont point été soumis aux formalités prescrites par les lois que reconnaît celui qui les a signés au nom de la République.

“Art. 5.^o Le paiement des droits dûs pour débarquement des marchandises importées à Veraacruz, dans le cas où M. Miramon consentirait à la réouverture de ce port¹, se vérifiera, conformément aux prescriptions du tarif, à Mexico même, dans les bureaux de la trésorerie générale de la nation, ou en lettres de change tirées en faveur des employés de cette administration.

“Art. 6.^o Une assemblée composée de fonctionnaires qui ont occupé, dans la République, de hautes fonctions, depuis l'an 1822 jusqu'à celui de 1853, sera chargée d'élire le président de la République, d'établir les règles que devra observer son administration, et de préparer une constitution, qui ne devra cependant être exécutoire qu'après avoir été approuvée par la majorité des citoyens mexicains.”

Puis le gouvernement constitutionnel ayant décliné toute espèce de réponse directe, sous prétexte que le moment actuel—alors que l'en-

¹ Le port de Veraacruz avait été fermé au commerce de long cours, dès le commencement de cette campagne, par M. Miramon qui aimait à légiférer même sur les choses qui ne lui appartenaient pas, et l'avait remplacé par celui d'Alvarado, qu'on n'avait pas même songé à défendre, et qui était tout au plus bon à recevoir les navires de cabotage.

nemi avait déjà commencé les hostilités,—n'était pas opportun pour répondre convenablement aux propositions qui lui avaient été communiquées par M. Aldham au nom de M. Miramon; celui-ci, le 13 mars, avant de faire rompre les feux contre la place, adressa un dernier office à M. Ramon Iglésias, commandant en chef des troupes de l'Etat de Veraacruz, dans le but d'éviter, si cela était possible encore, l'effusion du sang; et, cette fois, MM. Santos Dégollado et José de Emparan, au nom du gouvernement constitutionnel; et Isidro Diaz et Manuel Robles Pezuela, en celui du représentant du coup d'Etat, se réunirent le lendemain, dans la loge, numéro 2, qui appartient au garde du chemin de fer, pour traiter des bases d'un armistice à signer entre les forces belligérantes des deux partis. Mais ils ne purent tomber d'accord sur les premières conditions de cet armistice; et la guerre suivit, accompagnée du côté des Tacubaistes de circonstances tellement atroces, que M. Aldham crut devoir intervenir au nom de l'humanité outragée par les mesures barbares que dictait M. Miramon, et lui adressa la lettre suivante:

Corvette de S. M. B. Valorous.

“Veraacruz, rade de Sacrificios, 21 mars 1860.

“ Excellence,

“ C'est avec le plus vif regret que je porte à votre connaissance la situation déplorable dans laquelle se trouvent les commerçants étrangers résidant à Veraacruz, leurs familles et leurs biens, ainsi que les souffrances endurées par les classes pauvres, par suite des effets destructeurs produits par le bombardement que V. E. a ordonné et qui dure depuis plusieurs jours.

“ Cette manière de faire la guerre est aussi barbare qu'inusitée; elle est contraire aux règles observées par les nations civilisées, à tout sentiment d'humanité, et indigne du cœur d'un soldat chrétien. Les projectiles au lieu d'être dirigés seulement contre les batteries et les fortifications ennemies, ont été lancés sur des maisons occupées par des étrangers et par d'autres habitans inoffensifs; et ont eu pour conséquence la mort de ces hommes et la destruction de leurs propriétés.

“ V. E. ne peut pas ignorer que l'ennemi contre lequel V. E. soutient une guerre fratricide, est posté sur les points fortifiés et que les maisons de la ville sont habitées uniquement par des personnes pacifiques et par des étrangers laborieux; cependant votre tir porte fatalement sur ces derniers et non sur le premier.

“ Je suis persuadé que V. E. serait des premiers à faire suspendre le feu, si elle pouvait voir l'état de misère et d'abandon des classes pauvres de Veraacruz, et les malheurs causés par un bombardement qui, dirigé comme il l'a été jusqu'à présent, ne peut être qualifié que *d'ignoble* et propre à exaspérer les passions au dernier degré.

“ V. E. pourra détruire la ville et peut-être prendre possession de ses ruines, mais jamais gagner le cœur de ses habitants, et si elle remportait une pareille victoire, quelle réputation aurait-elle acquise lorsque le monde connaîtrait les tristes détails de ses prouesses?

“ Au nom de la religion chrétienne et de l'humanité et pour l'honneur du nom mexicain, j'en appelle à V. E. afin de mettre un terme à ces actes criminels.

“ Il est encore temps de faire un effort pour guérir les blessures sanglantes de votre patrie: c'est en soulageant les souffrances du peuple, en se montrant humain et en protégeant le commerce que V. E. méritera les bénédictions du pays, et arrivera, par de nobles conquêtes, à immortaliser son nom à l'exemple de Moctezuma.

“ Si V. E. ne jugeait pas à propos de terminer une guerre *anti-chrétienne et injustifiable*, dirigée uniquement contre la propriété et contre le commerce étranger, et qui est une cause de ruine pour les sujets de S. M., en ma qualité de commandant en chef des forces navales de S. M. B. dans ces eaux, je protesterai énergiquement contre cette guerre, et je vous annonce que je saisirai la première occasion de faire savoir à mon gouvernement que V. E. a occasionné la ruine des sujets et du commerce anglais.

“ J'ai l'honneur, etc.

“ Signé, W. CORNWALLIS ALDHAM.”

“ A S. E. M. le général Miramon président du gouvernement actuel de la ville de Mexico.”

Voici la réponse de M. Miramon. On y verra qu'il ne nie aucune des charges contenues dans la lettre de M. Aldham, mais qu'il se contente de rejeter les horreurs commises par un bombardement inutile, sur les nécessités de la guerre; et qu'il ne répond rien à cette accusation d'avoir méchamment dirigé ses bombes sur les maisons ou demeuraient des citoyens paisibles, presque tous étrangers, au lieu de les envoyer sur les points fortifiés, où se trouvaient placés les défenseurs de Veraacruz.

“ Au camp devant Veraacruz le 21 mars 1860.

“ Monsieur le commandant :

“ Le soussigné, président substitut de la République mexicaine et général en chef des forces qui opèrent contre la place de Veraacruz, a l'honneur de répondre à la note du 21 de ce mois, que M. le commandant des forces navales de S. M. B. dans le golfe du Mexique a bien voulu lui adresser relativement au feu d'artillerie que l'armée placée sous ses ordres a ouvert contre la place de Veraacruz.—Le soussigné, en qualité de mexicain jaloux de la réputation de son pays, et désireux de donner aux étrangers établis au Mexique les plus amples garanties possibles, déplore autant que qui que ce soit les dégâts occasionnés par son artillerie dans la ville de Veraacruz et les souffrances de ses habitants; mais il n'acceptera jamais la responsabilité de ces maux, attendu que ce n'est pas le gouvernement qu'il représente, mais le soi disant gouvernement constitutionnel qui refuse de contribuer à la pacification du pays, et attendu que ce ne sont pas les forces qu'il commande, mais celles de l'ennemi qui ont amené la situation actuelle en se fortifiant dans l'enceinte d'une ville où l'on ne peut les attaquer vigoureusement sans risques pour la population. Personne n'ignore que les funestes événements qui viennent de se passer à Veraacruz étaient regardés comme inévitables; personne n'ignore que tous les habitants ont eu le temps nécessaire pour mettre leurs personnes et leurs biens en sûreté. Ainsi la responsabilité des calamités de la guerre, si terribles en cette circonstance, ne saurait retomber que sur ceux qui en sont la cause première, et non sur ceux qui la soutiennent d'une manière conforme au droit des gens et aux usages établis. Plût à Dieu que Veraacruz fût la seule ville dont l'histoire